



SHEMA

"Hear O Israel, the Lord our God is One Lord, and you shall love the Lord your God... Love your neighbour as yourself" (Mk 12:29-31)



JEUNESSE EN DANGER – PAYS EN DANGER – OUI A LA VIE !

Edito

« Si tu dénoues les liens de servitude, si tu libères ton frère enchaîné... », *Nous connaissons bien la chanson. Cette pièce de notre répertoire ecclésial fait écho à la mission messianique de Notre Seigneur telle que rappelée par Saint Luc : « Il m'a envoyé annoncer aux captifs la délivrance... renvoyer en liberté les opprimés ». Trouver les images contemporaines du captif et de l'opprimé est un défi pour tous les disciples. Bien souvent pourtant, nous le cherchons partout, sauf dans nos réalités domestiques : le prochain semble toujours ailleurs. Les Personnes consacrées et toute l'Eglise, nous invitent à regarder la réalité de nos sœurs, de nos frères, de nos enfants déplacés par milliers en quête de sécurité et de paix, de nos élèves dont les écoles sont envahies par les drogues de toutes sortes.*



Sr Varaline Fumbui, Sr Mary Kemjei et P. Samuel

Parole d'Eglise

En créant le nouveau Dicastère pour le Service du Développement humain intégral, j'ai voulu qu'une section spéciale, placée *ad tempus* sous mon autorité directe, exprime la sollicitude de l'Eglise envers les migrants, les personnes déplacées, les réfugiés et les victimes de la traite.

Tout immigré qui frappe à notre porte est une occasion de rencontre avec Jésus Christ, qui s'identifie à l'étranger de toute époque accueilli ou rejeté. Le Seigneur confie à l'amour maternel de l'Eglise tout être humain contraint à quitter sa propre patrie à la recherche d'un avenir meilleur. Cette sollicitude doit s'exprimer concrètement à chaque étape de l'expérience migratoire : depuis le départ jusqu'au voyage, depuis l'arrivée jusqu'au retour. C'est une grande responsabilité que l'Eglise entend partager avec tous les croyants ainsi qu'avec tous les hommes et femmes de bonne volonté, qui sont appelés à répondre aux nombreux défis posés par les migrations contemporaines, avec générosité, rapidité, sagesse et clairvoyance, chacun selon ses propres possibilités.

À ce sujet, nous souhaitons réaffirmer que « notre réponse commune pourrait s'articuler autour de quatre verbes fondés sur les principes de la doctrine de l'Eglise : accueillir, protéger, promouvoir et intégrer »

Pape François, *Discours aux participants au Forum International "Migrations et paix"*, 21 février 2017.

PHENOMENE SOCIAL/

La drogue en milieu scolaire : quel appel pour ce temps ?

Comment créer une réelle synergie face à ce fléau ? La part des religieux dans ce combat ?



Impliqué dans la lutte contre les faux médicaments, F&J s'intéresse à l'usage à des fins non-médicales des produits psychoactifs tels que le Tramol, par les élèves. Il mobilise, sensibilise et plaide pour la protection du milieu scolaire contre la drogue.

Faux médicaments et drogue infectent les écoles

Depuis 2010, les cas d'indiscipline, de comportements déviants et même de crimes d'un genre nouveau dus à la consommation de drogues se multiplient dans les établissements scolaires au Cameroun au grand désarroi des éducateurs et des familles. C'est alerté par des religieuses, maitresses d'internat en 2015, que nous nous sommes intéressés à ce fléau.

Quelques données sur la situation

En juin 2017, nous avons fait une investigation dans deux établissements secondaires de renom de la ville de Yaoundé. Cette enquête nous a permis d'interviewer 425 élèves des classes de 2nde, Première et Terminale, âgés pour la plupart entre 14 et 18 ans. Tout en nous intéressant particulièrement à l'usage du Tramol, l'étude a révélé un taux de consommation de 82,14% pour l'alcool, 46,25% pour la Chicha, 25,55% pour la cigarette et 6,11% pour le Tramol.

D'aucuns pensent que 6,11% est faible. Et qu'il ne faut pas s'alarmer. Mais il faut dire que les établissements dans lesquels l'investigation a été

faite sont réputés pour la discipline et le suivi des apprenants. Les chiffres seraient plus élevés dans les établissements où on constate des déficits importants au niveau de la discipline.

En 2008, une étude faite à Douala sur une population similaire indiquait déjà que 5% d'enquêtés se droguaient en utilisant des comprimés psychoactifs (Tramol, Diazépam et autres). 9 ans après nous relevons à Yaoundé un taux supérieur pour le Tramol uniquement. L'usage des médicaments psychoactifs par les élèves est donc en pleine expansion dans nos villes.

C'est un véritable enjeu de société. La capacité de contagion est forte. Le phénomène va rapidement d'une école à l'autre.

Les raisons qui expliquent la hausse de ce fléau

Au-delà des facteurs régulièrement évoqués comme la recherche du courage, de meilleures performances (sexuelles ou sportives), la curiosité, la destruction du tissu familial, l'environnement socio-politique dans lequel évolue la jeunesse d'aujourd'hui y est pour beaucoup. Il y a d'abord une prolifération des drogues due à la porosité de nos frontières, la prolifération des « pharmacies de la rue » avec l'automédication qui en résulte ainsi que des bars jusqu'aux abords des établissements scolaires. En plus, l'acharnement ces dernières années contre le cannabis a provoqué une conversion vers les médicaments psychoactifs facilement transportables et dissimulables comme le Tramol et le Diazépam qui se vendent à partir de 50 francs, pratiquement comme des bonbons. Il en va de même pour les whiskys en sachet très consommés par les élèves dans l'arrière-pays.

Il faut dire qu'une pression liée à l'abondance de l'offre, au suivisme, à la mode, à l'influence du groupe et à des publicités sur l'alcool en rapport avec le sport exerce de nos jours des contraintes inconscientes mais bien réelle sur les jeunes.

La tolérance croissante de la société face cette prolifération des drogues qui finit par violer le domaine de l'enfance est aussi un facteur non négligeable de ce pic de consommation.



Atelier de réflexion sur la drogue en milieu scolaire, Mvolyé, 30/08/2017

Plaidoyer de Foi et Justice

F&J a mobilisé au sein d'une plateforme des collèges, des organisations publique et privée. Ensemble, ils plaident pour une meilleure protection du milieu scolaire contre les médicaments psychoactifs en particulier et les drogues en général. En mi-novembre 2017, F&J a instamment sollicité le gouvernement à l'effet de : assurer un contrôle plus ferme contre la circulation et la vente du Tramol et de la Chicha ; renforcer les mécanismes de suivi et de prise en charge des élèves affectés ; encourager l'affectation de personnel spécialisé en prise en charge des enfants exposés à la consommation de drogue ; poursuivre la politique d'extension des structures de prise en charge des personnes droguées dans les autres régions du pays ; mettre en place des « Centres de désintoxication » des jeunes ; etc.

Par ailleurs, F&J alerte l'opinion, sensibilise la communauté éducative et la population et tâche de susciter un débat public pour attirer l'attention des détenteurs d'enjeux à tous les niveaux.

Dans ce sens, l'équipe est intervenue à plusieurs émissions à *Radio Maria*, à la *CRTV* télé-radio. Le 06 janvier dernier, Foi et Justice et l'ensemble de la plateforme a organisé à l'UCAC (campus d'Ekounou) une Conférence sur le thème « Gestion du phénomène de drogue dans les établissements scolaires au Cameroun ». Il était question de



Panel 3, Conférence sur la drogue, Yaoundé, 06/01/2018

provoquer la rencontre d'acteurs impliqués pour un partage d'expériences et d'informations, et de développer une synergie pour aboutir à des solutions concertées et durables.

« Processus d'accompagnements psycho scolaire »

Cette étape qui comporte des risques très élevés de rechute dans la consommation se déroule en parfaite synergie avec les parents pour plus de sécurité sans omettre les forces de l'ordre, personnel de santé.

Les enseignants de l'élève sous la supervision du professeur titulaire, la surveillance restent vigilent quant aux premiers signes annonciateurs des reflex étranges cités en sus.

L'élève ainsi « racheté » déposera auprès du père principal un engagement de bonne discipline et de bonnes performances scolaires ;

Ce processus nous a permis de récupérer 70% des élèves en situation difficile de consommation de drogue »

Expérience vécue dans un établissement scolaire



Conférence sur la gestion du phénomène de drogue dans les établissements scolaires au Cameroun à UCAC-Yaoundé, 06/01/2018

Quelques résolutions de la Conférence du 6 janvier 2018

Au niveau politique, on a relevé : la nécessité de renforcer les politiques de lutte contre la drogue pour réduire l'offre ; l'importance de la contextualisation des standards de prise en charge ; la nécessité de former des cellules de prise en charge et de renforcer la présence des psychologues dans les Institutions scolaires.

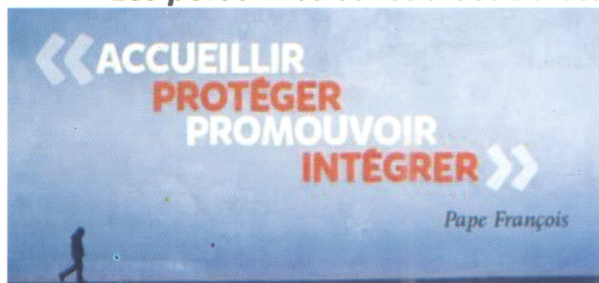
Au niveau des écoles, les contributions sont revenues sur l'importance d'un diagnostic concerté entre l'école et les parents, d'un suivi individualisé des élèves, de la contribution et collaboration avec les forces de l'ordre, etc. On retient aussi que l'exclusion, sans un accompagnement préalable, contribue plutôt à la prolifération du phénomène. Il est également à noter que le renforcement des capacités des institutions scolaires dans la détection et l'accompagnement des apprenants confrontés à la drogue sont plus qu'urgents.

Conclusion

L'utilisation par les élèves des médicaments psychoactifs à des fins non médicales et des autres drogues est un réel problème de santé publique en lien avec la prolifération des faux médicaments. En impactant négativement la santé des apprenants et la performance du système éducatif global, cela pose aussi un problème de développement durable. L'avenir de nos écoles, de nos Communautés religieuses, de notre Eglise et de la nation est ici enjeux, et nous sommes tous interpellés.

CRISES AU CAMEROUN/

Les personnes consacrées au cœur de la crise sécuritaire au Cameroun



Deux crises ébranlent actuellement le Cameroun en provoquant des déplacements importants déjà fragilisé par la précarité.

Les personnes consacrées sont saisies par la détresse des personnes affectées par ces secousses aux visages divers selon les mots de Gaudium et Spes : « *Les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des hommes de ce temps, des pauvres surtout et de tous ceux qui souffrent, sont aussi les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des disciples du Christ, et il n'est rien de vraiment humain qui ne trouve écho dans leur cœur* » (GS n°1).

Dans les régions septentrionales, les personnes consacrées sont marquées par la souffrance des personnes déplacées du fait de la lutte contre le terrorisme. Ici, c'est le Frère Ernest Bemba (OMI) qui est la figure de proue. Il agit avec les consacrées de la province ecclésiastique de Garoua avec le soutien de ses supérieurs ainsi que de la Conférence des Supérieurs Majeurs et Délégués du Cameroun (CSMDC) à travers la Coordination nationale de F&J. Depuis le début de cette crise, ils jouissent ainsi de la présence de l'Eglise qui les écoute et porte leur voix auprès de l'autorité locale. Une présence pastorale est assurée auprès de ce groupe particulièrement vulnérable. Les fruits sont perceptibles. Ainsi, les personnes déplacées ont eu plus de terres à cultiver pour leur subsistance ; une école a été



Salles de classe, Ecole des enfants déplacés de Pikpa

initée pour répondre aux besoins des enfants ; des dispositions ont été prises pour l'accès à l'état civil des enfants qui n'ont pas d'actes de naissance.

Une autre situation particulièrement critique est celle de l'engagement des personnes consacrées auprès des prisonniers, des déplacés et des réfugiés de la crise qui sévit dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Après un appel à contribution lancé auprès des congrégations de la province ecclésiastique de Bamenda, une équipe de F&J, conduite par la Sr Annette Tangwa, a porté les dons reçus auprès des personnes affectées dans les localités de Ntenako, Ndekwai, Ossing, Kembong et Mbatop. C'était le 16 janvier 2018.



Sr Valaline Mary fumbui ; Sr Mary Kemjei, Sr Rose Mary Arrah et Sr Annette Tangwa

Le 23 janvier 2018, C'est Sr Mercy Muthoni qui se retrouvait sur le terrain dans une école incendiée dans la localité de Nkambe.

Il faut dire que les personnes consacrées de cette province vivent leur lot de souffrances dans cette crise. Elles sont prises dans le feu des hostilités entre sécessionnistes et forces de sécurité et souvent accusées par l'un et l'autre camp de parti pris. C'est la situation de l'ensemble de l'Eglise dans les deux régions administratives. Au milieu des affres de la crise, les actions des personnes consacrées se veulent symboliques de la fidélité de l'ensemble de l'Eglise au principe de l'option préférentielle pour les pauvres si chère à sa doctrine sociale. Cette proximité avec les populations, et les actions qui la manifestent, ne demandent qu'à être soutenues. Nous pouvons d'ailleurs espérer qu'elle soit prise en compte dans le cadre du dialogue tant souhaité pour la sortie de crise au lieu d'être stigmatisée.